

*Les crédits*

ou aériens. Voilà un exemple de rationalisation des dépenses de l'État qui aurait en même temps un effet sur la création d'emplois.

Le TGV serait donc un projet dont les effets multiplicateurs contribueraient à structurer les économies locales. Les expériences européennes ont prouvé que le TGV est un élément moteur pour la création d'emploi et la reprise économique. Il exerce un attrait sur les hôtels, les édifices à bureaux, les centres de congrès, les restaurants et les autres activités à caractère commercial ou touristique.

• (1205)

Lors de la campagne électorale, l'actuel ministre des Finances a reconnu l'appauvrissement structurel de Montréal et s'est engagé à se pencher sur les moyens d'action à prendre pour contrer ce fléau. Le ministre des Finances faisait le diagnostic suivant: la structure industrielle de Montréal est désuète et fragile et n'est pas remplacée pas de nouvelles entreprises manufacturières dynamiques et prometteuses sur le plan technologique. Qu'attend le gouvernement pour être cohérent avec ce diagnostic?

Le TGV représente une force industrielle pour le Canada et le Québec. Notre niveau de vie et notre capacité concurrentielle reposent sur les décisions qui se prennent aujourd'hui. Nous ne pouvons hypothéquer notre avenir en repoussant l'implantation du TGV ou de tout autre projet structurant de ce type. Le temps presse. Si les gouvernements agissent dès maintenant, nous avons une longueur d'avance stratégique sur le marché nord-américain du train à grande vitesse. Vingt projets du genre existent aux États-Unis, un marché estimé à plus de 200 milliards de dollars pour les 15 à 20 prochaines années. Si nous sommes les premiers sur ce marché, ce sont nos entreprises qui profiteront des exportations de cette technologie.

Le gouvernement canadien doit faire preuve de vision à long terme et relancer l'économie par la mise en oeuvre de projets novateurs. Le TGV semble offrir une réponse beaucoup plus intéressante en matière de création d'emplois et d'accroissement de compétitivité et ce, pour un niveau d'investissement public moindre.

Dans un autre ordre d'idées, il faut aussi s'assurer que les gains de productivité acquis par l'utilisation de nouvelles machineries, par exemple, dans le domaine forestier, ne servent pas qu'à remplir les poches de ceux qui ont investi leur capital. Ils ont droit à leurs profits, mais, en même temps, il faut investir dans la forêt de demain, en permettant à ceux qui ont été remplacés par la machine de travailler au reboisement, qui évitera à moyen terme des ruptures de stock comme on en vit cruellement présentement en pêche.

Si on ne tire pas leçon de l'exemple des pêcheries, en forêt, dans 20 ans, on va vivre exactement le même genre de situation, mais surtout on va avoir créé des crises sociales profondes dans des régions qui traditionnellement ont vécu de la forêt parce qu'il y avait un équilibre entre les capacités de production des gens et l'évolution de la forêt. Maintenant, avec l'arrivée de la machinerie, il faut trouver de nouveaux trucs pour compenser l'augmentation de production, d'abattage d'arbres, par des méthodes adéquates de reboisement, et il y a une main-d'oeuvre qualifiée,

prête à assumer ces métiers et qui ne sera jamais l'objet de programmes de formation pour des hautes technologies, ce sont des gens qui ont des compétences pour travailler dans le domaine forestier, et je pense que ce serait important qu'on y donne suite.

La lenteur du Canada à se sortir de la récession est aussi symptomatique de l'incapacité du système fédéral canadien de faire face aux changements de plus en plus profonds qui transforment l'ordre économique mondial. Les conflits de juridiction, les dédoublements, les chevauchements et la centralisation bureaucratique contribuent tous à la lenteur de réaction et à l'inefficacité des mesures prises. Imaginez le programme d'infrastructure. Avoir de bonnes infrastructures, c'est en soi une bonne chose, mais quand vous pensez que cela prend trois gouvernements pour décider si un bout de trottoir va se faire dans un village, je pense qu'il y a là un problème d'efficacité évident.

En plus des guerres de juridiction que l'on rencontre, peut-être un problème que je trouve encore plus évident dans mes tournées de comté, c'est comment les chômeurs, les gens qui auraient besoin des programmes de formation, ne se retrouvent pas dans l'ensemble des programmes, pas faute de dépliant promotionnels qu'il faut, pas parce que les fonctionnaires ne font pas leur travail, c'est parce qu'on est perdus dans une jungle où interviennent plusieurs gouvernements et où on n'a pas trouvé vraiment les outils pour rejoindre cette clientèle qui aurait vraiment besoin de programmes adéquats de formation.

Le Canada comprend 1 500 000 chômeurs, alors qu'il y a près de 600 000 emplois disponibles. Cette inadéquation trouve sa source dans l'incapacité du système à s'ajuster rapidement aux nouveaux besoins de main-d'oeuvre.

Le Canada n'a pas non plus résolu le problème des disparités régionales malgré toutes les tentatives menées au cours des 30 dernières années: les ententes fédérale-provinciales, les ministères fédéraux d'intervention économique dans les champs de juridiction provinciaux, les programmes de subventions. On a encore vu dernièrement remise en question toute la question du développement régional au Canada parce qu'on a fermé les yeux sur les vraies solutions, c'est-à-dire donner les responsabilités, les pouvoirs et les capacités de taxer au bon niveau de gouvernement.

• (1210)

Le problème n'est pas résolu, parce que la solution réside dans des changements structurels profonds que 30 ans d'offensive constitutionnelle n'ont pas solutionné. Vous me direz que les citoyens ne veulent pas entendre parler de Constitution; cependant, ils veulent voir se régler les situations personnelles difficiles vécues par les chômeurs à la recherche d'emploi qu'ils côtoient tous les jours. Et l'ordre des solutions, c'est à nous de le leur proposer. La réforme des programmes sociaux s'inscrit toujours dans la même logique qui a amené les résultats désastreux que nous connaissons actuellement.

En conclusion, je crois que le gouvernement devrait tirer des leçons de l'histoire. Pour sortir de la grande dépression des années 1930, le président Franklin Roosevelt n'a pas hésité à sortir des sentiers battus afin de redonner confiance à l'Amérique. Il a alors posé des gestes importants comme les travaux de la Tennessee Valley qui ont permis aux Américains de reprendre confiance. Il s'agit, dans le fond, tout simplement d'avoir le